

Commerce international, investissement direct étranger et chaînes de valeur mondiales



2017

FRANCE

NOTE STATISTIQUE SUR LES ÉCHANGES ET L'INVESTISSEMENT

Le commerce international et l'investissement direct étranger (IDE) sont les principales caractéristiques déterminantes et les moteurs essentiels des chaînes de valeur mondiales (CVM). Toutefois, malgré leurs complémentarités étroites, ces deux concepts sont généralement présentés et traités séparément dans le système d'information statistique. À partir de mesures nouvelles et améliorées des échanges et de l'investissement, cette note pays communique des informations statistiques pertinentes extraites des bases de données de l'OCDE sur les échanges, l'investissement, les activités des entreprises multinationales et les chaînes de valeur mondiales (TiVA). Elle jette un nouvel éclairage sur l'articulation entre échanges et investissement en mettant en lumière les interconnexions entre échanges et IDE, leur impact économique dans le contexte des CVM et le rôle des entreprises multinationales en tant que principaux vecteurs de ces flux. Les données datent du 1^{er} mai 2017. On trouvera des informations et des notes pays supplémentaires sur www.oecd.org/investment/trade-investment-gvc.htm.

Plus d'un cinquième (22 % en 2014) de l'activité économique (PIB) en France dépend des marchés étrangers, soit un pourcentage similaire à celui enregistré en Italie et au Royaume-Uni. Les entreprises multinationales jouent un rôle moteur dans les exportations, puisque les multinationales françaises génèrent la moitié des exportations brutes du pays et leurs filiales étrangères un tiers. L'investissement de la France à l'étranger (l'équivalent de 50 % du PIB en 2015) représentait près du double de son investissement de l'étranger (27 %), et le concept plus large d'orientation internationale, qui rend compte de l'effet sur le revenu national des exportations et des ventes opérées par le biais de filiales étrangères, révèle que l'orientation internationale de la France équivalait à près d'un quart (24 %) de son PIB en 2014.

Examiner les échanges et l'investissement sous cet angle plus large éclaire les principaux partenaires de la France d'un jour nouveau. Bien que l'Allemagne et les États-Unis restent les deux principaux pays d'origine des importations, le Royaume-Uni, qui arrive en sixième position d'après la seule mesure de la valeur ajoutée, se retrouve à la troisième place, devant l'Italie, la Chine et l'Espagne, en raison des liens d'investissement plus étroits qui l'unissent à la France.

En valeur ajoutée, les principales industries manufacturières exportatrices en France sont les produits chimiques et les autres matériels de transport. S'agissant des produits chimiques, l'investissement de l'étranger joue un rôle important pour l'intégration dans les CVM, car les entreprises à capitaux étrangers représentent un sixième des exportations totales en valeur ajoutée ; en ce qui concerne les matériels de

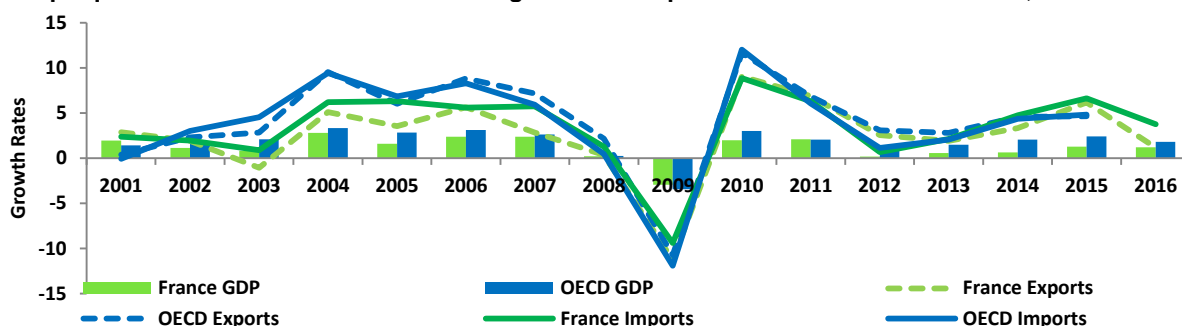
transport, la forte présence d'entreprises multinationales françaises contribue à l'intégration, puisque près de la moitié de la valeur des exportations reflète un contenu importé. À 62 %, le contenu en services des exportations françaises est l'un des plus élevés au monde, ce qui s'explique par la part relativement importante de son investissement entrant qui s'oriente vers le secteur des services.

Échanges et investissement en France

La croissance des échanges s'est redressée depuis la crise mondiale et celle de l'euro, mais a ralenti en 2016

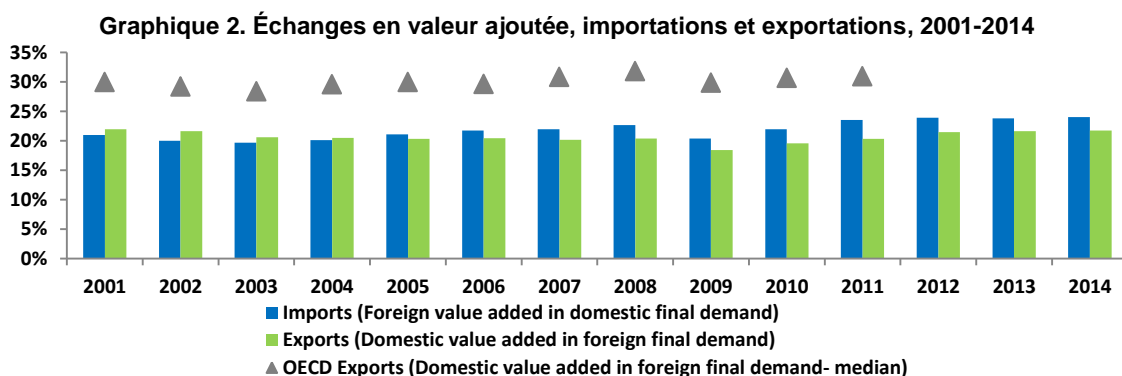
Comme de nombreuses économies européennes, les échanges de la France se sont considérablement contractés au plus fort de la crise mondiale, puis de nouveau pendant la crise de l'euro. Durant les années qui ont précédé la crise, la croissance des échanges de la France était inférieure à la moyenne de l'OCDE, avant de se rapprocher de celle-ci depuis lors. Toutefois, en 2016, la progression des exportations a sensiblement fléchi à 1.2 %.

Graphique 1. Taux de croissance des échanges et du PIB pour la zone OCDE et la France, 2001-2016



Source : SNC OCDE

En 2016, les exportations brutes s'élevaient à 726 milliards USD (33 % du PIB), et les importations brutes à 768 milliards USD (35 % du PIB). Néanmoins, ces chiffres bruts surestiment la contribution « réelle » des échanges à l'économie. En valeur ajoutée, les exportations ont généré 22 % du PIB total en 2014, ce qui représente une progression par rapport au niveau d'avant la crise, mais un pourcentage toujours inférieur à l'année 2000 et à la médiane de la zone OCDE (diamant gris). La contribution des importations directes et indirectes à la demande intérieure finale a atteint un nouveau record de 24 % en 2014.

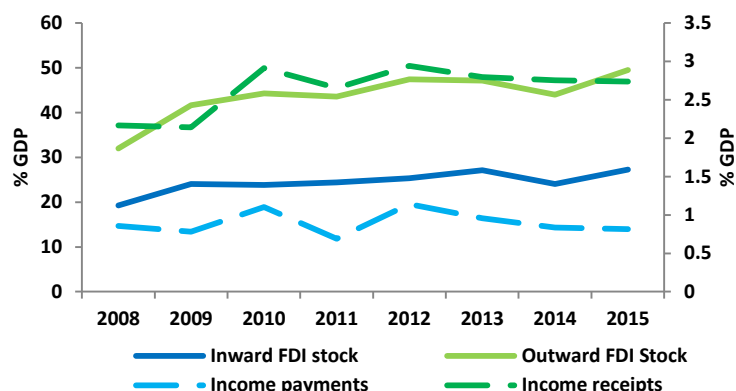


Source : Données OCDE-OMC sur les échanges en valeur ajoutée

L'investissement vers l'étranger l'emporte sur l'investissement de l'étranger

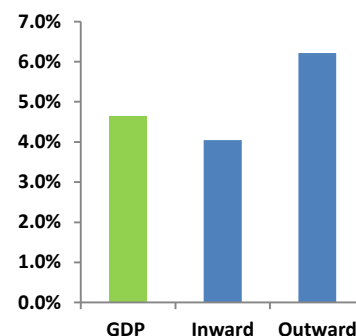
Bien que les stocks d'IDE sortant et entrant augmentent par rapport au PIB depuis 2008, l'IDE reste massivement tourné vers l'étranger (graphique 3). En 2015, la part de la France dans le stock total d'IDE entrant (4 %) se situait légèrement en deçà de sa part du PIB (4.6 %), mais sa part du stock d'IDE sortant atteignait 6 % du total de la zone OCDE, soit davantage que sa part du PIB (graphique 4).

Graphique 3. Stocks et revenu d'IDE en pourcentage du PIB total, 2008-2015



Source : Statistiques de l'OCDE sur l'IDE (BMD4)

Graphique 4. Stocks d'IDE et PIB en pourcentage du total OCDE, 2015



Source : Statistiques de l'OCDE sur l'IDE (BMD4)

En 2013, les entreprises étrangères étaient directement à l'origine de 11 % des emplois du secteur privé....

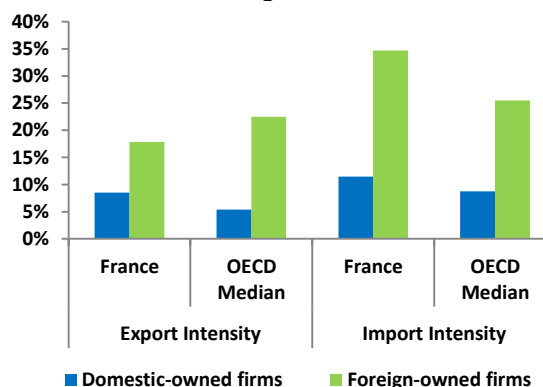
Malgré le poids relativement faible de l'investissement de l'étranger par rapport à d'autres économies de l'OCDE, les entreprises étrangères étaient responsables de 11 % des emplois du secteur privé en 2013 et de 16 % de la valeur ajoutée produite par le secteur privé en France, hors agriculture et secteur financier.

... et sont davantage tournées vers l'exportation que les entreprises nationales

En moyenne, les entreprises étrangères implantées en France sont deux fois plus tournées vers l'exportation (part des exportations dans le chiffre d'affaires) que les entreprises nationales, mais l'intensité de leurs exportations est inférieure à la médiane de l'OCDE, ce qui reflète en partie une orientation relative sur le marché français dont la taille est assez importante. De même, l'intensité des importations des entreprises étrangères (part des importations dans les achats) est beaucoup plus élevée que celle des entreprises nationales.

Les entreprises multinationales françaises constituent des têtes de pont pour pénétrer des marchés étrangers via des filiales ...

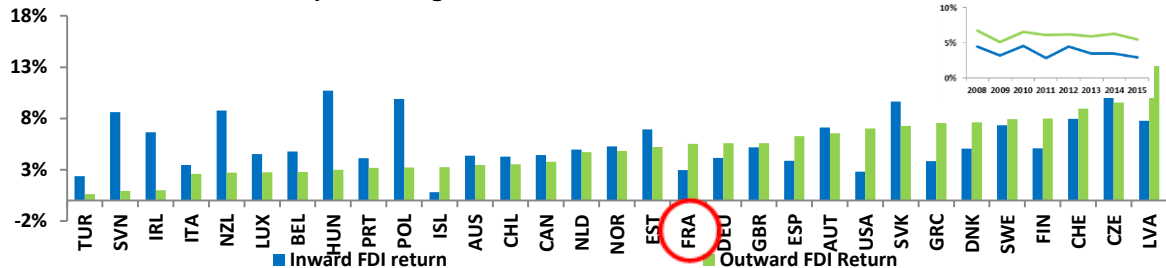
Graphique 5. Intensité des exportations et des importations des entreprises nationales et étrangères, 2011



Source : Base de données AEMN de l'OCDE et statistiques sur les échanges selon les caractéristiques des entreprises (TEC)

En 2015, la France a perçu 66 milliards USD de revenu grâce à ses investissements à l'étranger, soit l'équivalent d'environ 2.7 % du PIB. Le graphique 6 montre que le taux de rendement de la France de 5.5 % (barre verte) sur l'IDE sortant est supérieur à la médiane de l'OCDE, mais inférieur à son pic de 2010 (voir le graphique). En revanche, le taux de rendement des investisseurs étrangers en France s'élevait à 3.0 % en 2015, soit dans la fourchette basse des pays de l'OCDE.

Graphique 6. Rendement de l'investissement, revenus versés et perçus en pourcentage des stocks entrants et sortants, 2015

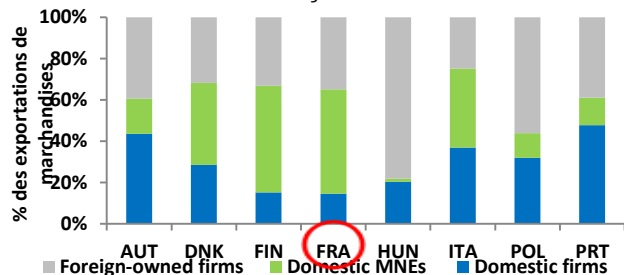


Source : Statistiques de l'OCDE sur l'IDE (BMD4)

...ou via les exportations

Par rapport à d'autres économies européennes, les entreprises multinationales ayant une société mère française jouent un rôle important dans l'intégration dans les chaînes de valeur mondiales. La moitié des exportations de marchandises françaises et un tiers des importations de marchandises sont le fait d'entreprises multinationales ayant une société mère française, soit beaucoup plus que dans de nombreux autres pays européens.

Graphique 7. Exportations de marchandises par type d'entreprise, rôle des entreprises multinationales françaises

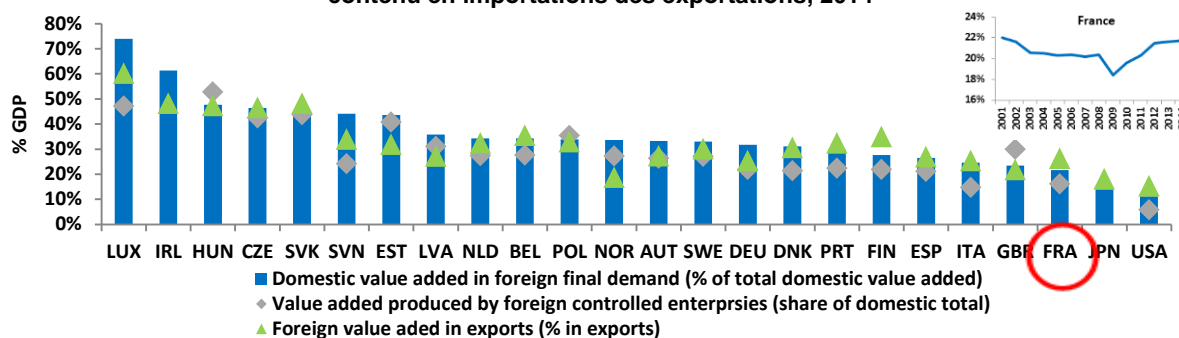


Source : Statistiques TEC de l'OCDE (2011)

Néanmoins, l'orientation de la France sur les exportations est faible par rapport à des économies de taille similaire

Les exportations (en valeur ajoutée) génèrent environ 22 % du PIB français, soit un pourcentage relativement bas par rapport à d'autres grandes économies européennes, mais comparable au Royaume-Uni et à l'Italie, ce qui peut refléter en partie un niveau plus faible d'investissement de l'étranger et leur intensité des exportations relativement faible (par rapport aux filiales étrangères présentes dans d'autres pays). Néanmoins, l'orientation sur les exportations s'est considérablement renforcée depuis la crise.

Graphique 8. Orientation sur les exportations, valeur ajoutée générée par les filiales étrangères et contenu en importations des exportations, 2014

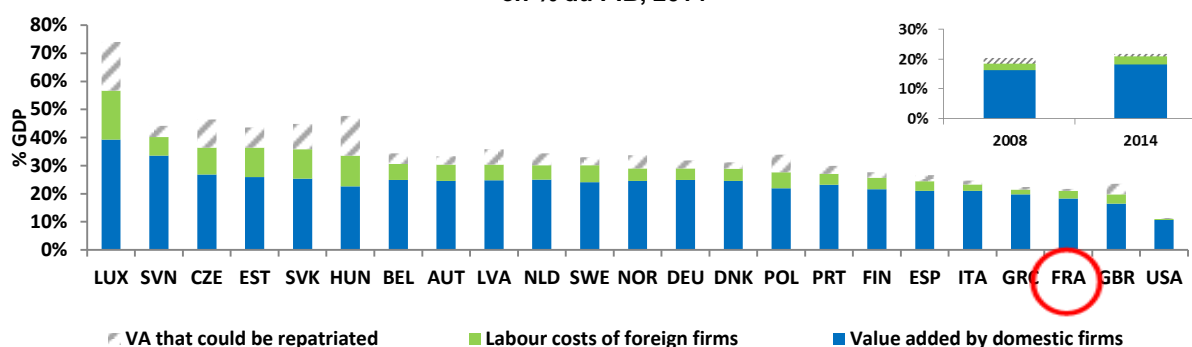


Source : Données OCDE-OMC sur les échanges en valeur ajoutée et statistiques AEMN de l'OCDE

La valeur ajoutée intérieure contenue dans les exportations ne reste pas entièrement dans l'économie

Les chiffres relatifs aux exportations brutes surestiment l'impact économique réel des échanges pour l'économie exportatrice, mais les estimations sur les échanges en valeur ajoutée peuvent également surestimer cet impact dans la mesure où les bénéfices tirés des exportations par les entreprises étrangères sont, à défaut d'être réinvestis, rapatriés. Le graphique 9 illustre l'importance de ces flux selon les pays en montrant la valeur ajoutée contenue dans les exportations des entreprises nationales (en bleu), les salaires versés par les entreprises étrangères (en vert), et les bénéfices de ces dernières (en gris), qui peuvent dans la pratique être rapatriés. Si l'on exclut ces bénéfices, la part de la valeur ajoutée contenue dans les exportations françaises qui reste dans l'économie représente 21 % du PIB. Par conséquent, les bénéfices des entreprises étrangères représentent seulement 3 % de la valeur ajoutée intérieure contenue dans les exportations de la France, ce qui reflète le faible niveau de l'investissement entrant et la tendance de ces entreprises à rechercher des marchés. La part de la valeur ajoutée qui reste dans l'économie a augmenté depuis 2008 (voir graphique inséré).

Graphique 9. Exportations par structure de propriété et part de ces exportations dans le revenu, en % du PIB, 2014



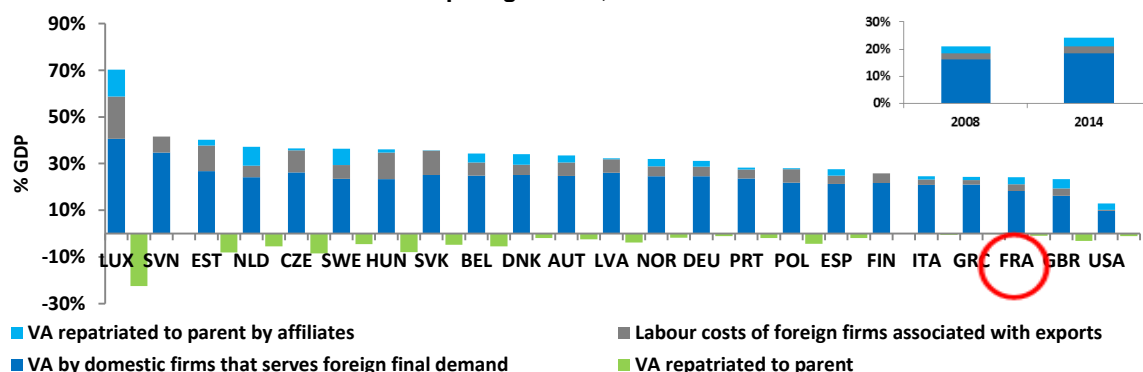
Source : Données OCDE-OMC sur les échanges en valeur ajoutée et statistiques AEMN de l'OCDE

La prise en compte du revenu des filiales étrangères permet de dresser un tableau plus complet de l'orientation internationale de l'économie française

Les marchés étrangers sont desservis par les entreprises à travers leurs exportations et les ventes réalisées par leurs filiales étrangères. Le graphique 10 illustre l'orientation internationale d'une économie selon une

perspective plus large en prenant en compte à la fois les échanges et l'investissement. Il présente tout d'abord la part de valeur ajoutée nationale contenue dans les exportations qui reste dans l'économie – exportations de valeur ajoutée par les entreprises nationales (en bleu) et salaires versés par les entreprises étrangères associées aux exportations (en gris) – à laquelle viennent s'ajouter les bénéfices perçus par les entreprises multinationales nationales de leurs filiales étrangères, tels que mesurés par les revenus de l'IDE (en bleu clair). Les revenus versés aux sociétés mères étrangères sont présentés à titre d'information (en vert). Cet indicateur plus général est, dans le cas de la France, plus élevé que la mesure de l'orientation sur les exportations reflétée par les échanges en valeur ajoutée, parce que la France est un investisseur net d'IDE. D'après cet indicateur, la France reste en bas du classement des pays de l'OCDE, même si on note une progression depuis 2008, en raison à la fois de la hausse des exportations de valeur ajoutée et de celle des revenus d'IDE (voir graphique inséré).

Graphique 10. Approvisionnement des marchés à travers les échanges et l'investissement : perspective plus générale, 2014

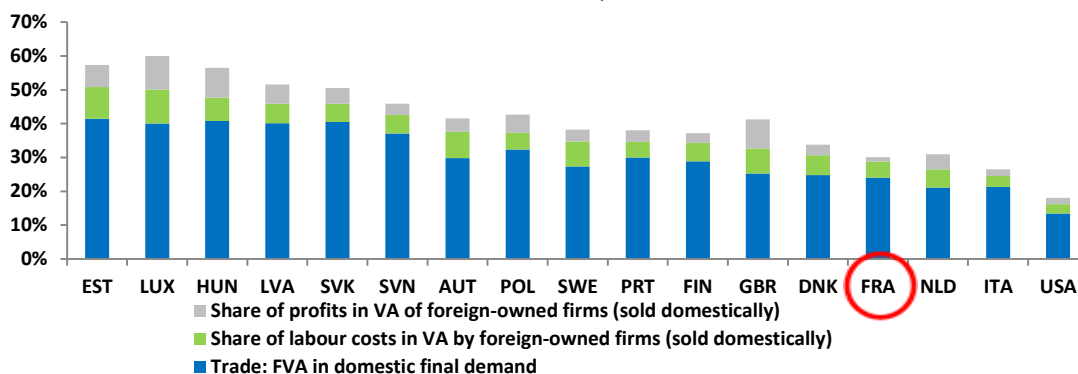


Source : Données OCDE-OMC sur les échanges en valeur ajoutée et statistiques AEMN de l'OCDE, Statistiques de l'OCDE selon la Définition de référence des investissements directs internationaux (BMD4)

Cette approche plus générale jette également un nouvel éclairage sur la façon dont les entreprises étrangères desservent le marché français

Les biens et services fournis par les producteurs étrangers aux fins de la consommation finale française représentent 30 % du PIB en 2014, essentiellement par le biais des échanges (la valeur ajoutée étrangère dans la demande finale française correspond à environ 24 % du PIB), mais la valeur ajoutée générée par les filiales étrangères en France aux fins des ventes (hors exportations) nationales (graphique 11) représente non moins de 6 % du PIB. Bien que cette valeur ajoutée puisse être en partie rapatriée vers les sociétés mères, cette part est sensiblement plus faible en France que dans la plupart des autres économies de l'OCDE (en gris).

Graphique 11. Analyse, sous l'angle de la valeur ajoutée, de la façon dont les entreprises étrangères desservent le marché, 2014



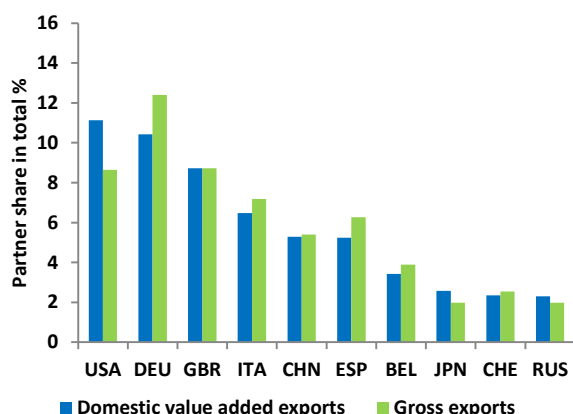
Source : Données OCDE-OMC sur les échanges en valeur ajoutée, statistiques AEMN de l'OCDE et statistiques sur les échanges selon les caractéristiques des entreprises (TEC)

Échanges et investissement selon les pays partenaires

La mesure des échanges sous l'angle de la valeur ajoutée reflète plus fidèlement les relations bilatérales...

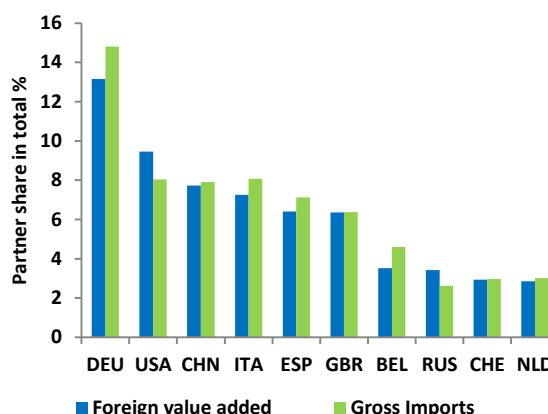
Les chiffres sur les échanges bilatéraux bruts peuvent masquer la véritable nature des liens d'interdépendance, en particulier entre les consommateurs finaux d'un pays et les producteurs en amont de la chaîne de valeur. Cela est manifeste pour les relations bilatérales avec les États-Unis. En dehors des États-Unis, l'importance relative des pays partenaires de la France considérée sous l'angle des échanges bruts ou sous l'angle de la valeur ajoutée ne varie pas beaucoup.

Graphique 12. Exportations : en termes bruts et en valeur ajoutée selon le pays partenaire, 2014



Source : Données OCDE-OMC relatives aux échanges en valeur ajoutée

Graphique 13. Importations : en termes bruts et en valeur ajoutée selon le pays partenaire, 2014

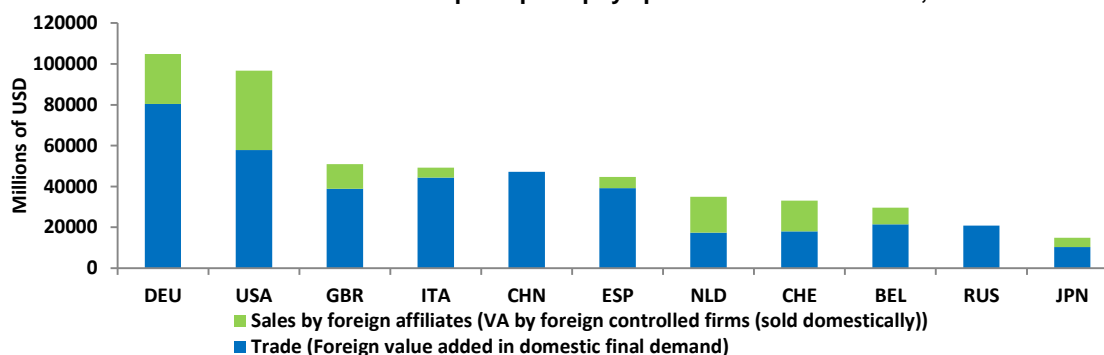


Source : Données OCDE-OMC relatives aux échanges en valeur ajoutée

... et l'analyse de la notion « d'échanges » au sens large rend mieux compte des liens d'interdépendance

Les entreprises étrangères peuvent desservir une économie par le biais des échanges ou des ventes réalisées par leurs filiales étrangères ; l'examen simultané des échanges et de l'investissement apporte un éclairage différent sur les principaux pays partenaires d'un pays (graphique 14). L'approvisionnement du marché français varie sensiblement d'un pays à l'autre. À titre d'exemple, si la plupart des pays partenaires répondent à la demande des consommateurs français essentiellement par le biais des échanges, les États-Unis, les Pays-Bas et la Suisse le font par le biais à la fois des échanges et des ventes réalisées par leurs filiales étrangères. En outre, lorsqu'on prend en compte ces deux indicateurs, les États-Unis arrivent en seconde position juste derrière l'Allemagne, ce qui n'apparaît pas clairement lorsqu'on examine uniquement les échanges. Le Royaume-Uni, pour sa part, passe du sixième au troisième rang.

Graphique 14. Approvisionnement du marché français par le biais des échanges et de l'investissement : les 10 principaux pays partenaires de la France, 2014

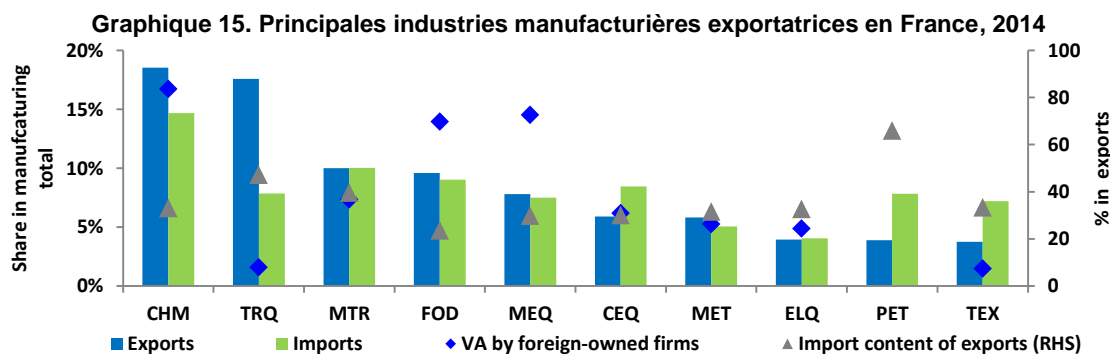


Source : Données OCDE-OMC relatives aux échanges en valeur ajoutée et statistiques AEMN de l'OCDE.
 Note : les données sur la présence de filiales étrangères ne sont pas disponibles pour la Chine et la Russie.

Échanges et investissement selon les secteurs d'activité

L'investissement sortant contribue à façonner l'intégration de la France dans les CVM

Les principales industries manufacturières exportatrices en France sont les produits chimiques (CHM), les autres matériels de transport (TRQ) et les véhicules automobiles (MTR). Le contenu importé dans les exportations est relativement élevé dans ces secteurs – ce qui reflète le rôle des importations dans les exportations et indique le degré d'intégration de ces secteurs dans les CVM. Le rôle des entreprises étrangères varie sensiblement d'un secteur d'activité à l'autre, ce qui traduit en partie les propres avantages comparatifs de la France et la spécialisation de ses entreprises multinationales.

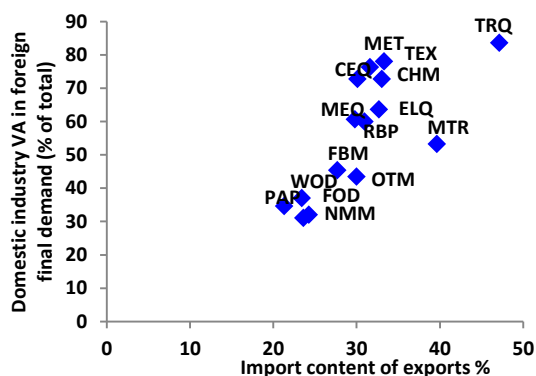


Source : Données OCDE-OMC relatives aux échanges en valeur ajoutée et statistiques AEMN de l'OCDE. Voir la description des codes des secteurs d'activité page 10.

Les exportations vont de pair avec les importations...

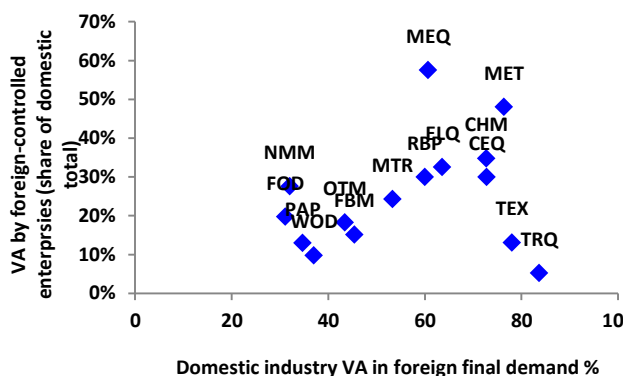
Il existe dans la plupart des secteurs une forte corrélation entre l'augmentation du contenu en importations des exportations et l'augmentation de la part de la valeur ajoutée nationale qui est exportée (orientation sur les exportations), ce qui illustre la forte complémentarité entre les exportations et les importations.

Graphique 16. Contenu en importations des exportations et orientation sur les exportations, 2014



Source : Données OCDE-OMC relatives aux échanges en valeur ajoutée et statistiques AEMN de l'OCDE

Graphique 17. Entreprises étrangères et contenu en importations des exportations, 2014

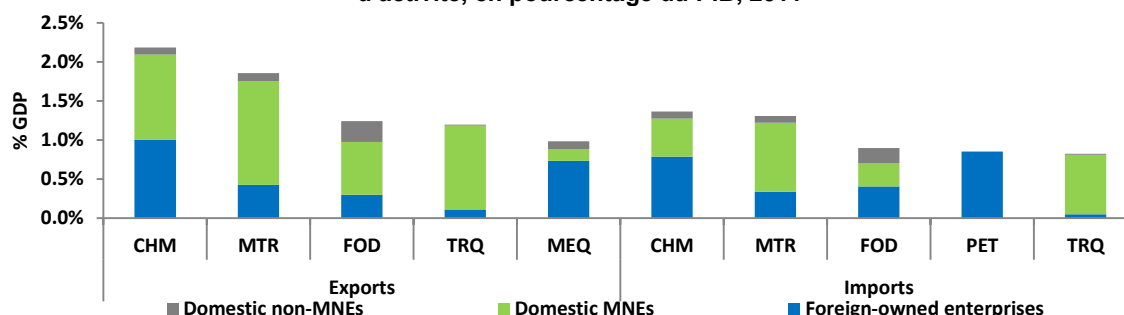


Source : Données OCDE-OMC relatives aux échanges en valeur ajoutée et statistiques AEMN de l'OCDE

... de même que l'investissement peut aller de pair avec l'orientation sur les exportations

De la même façon, de fortes complémentarités peuvent être établies entre l'investissement entrant et le contenu en importations des exportations (graphique 17). Dans le cas de la France, les secteurs dans lesquels les entreprises étrangères sont à l'origine d'une plus grande part de valeur ajoutée sont aussi ceux qui sont les plus orientés sur les exportations. Le secteur des autres matériels de transport fait figure d'exception et reflète la place importante occupée par les entreprises multinationales françaises. Le graphique 18 montre les échanges de biens selon la structure de propriété des entreprises. Les entreprises multinationales françaises représentent la plus grosse part des échanges en France, ce qui indique que la France se situe souvent au point de départ des chaînes de valeur mondiales. Les entreprises étrangères jouent également un rôle significatif.

Graphique 18. Échanges bruts de biens selon la structure de propriété des entreprises et le secteur d'activité, en pourcentage du PIB, 2011

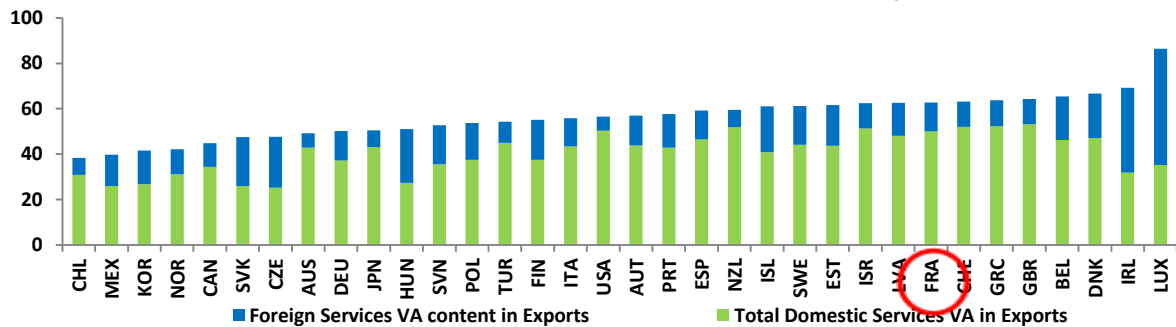


Source : Statistiques TEC de l'OCDE

Les secteurs des services jouent un rôle important dans l'orientation sur les exportations d'une économie...

Les services représentent généralement une part importante de la valeur ajoutée produite dans l'économie, ce que sous-estiment les statistiques brutes conventionnelles sur les échanges, qui ne peuvent refléter la contribution du secteur des services en amont dans la production des biens exportés. Si l'on tient compte de cette contribution, il apparaît que la part des services dans le total des exportations de biens et services de la France atteignait 62 % en 2014 (graphique 19), ce qui est supérieur à la médiane de l'OCDE (57 %). L'examen des services contenus dans les seuls biens manufacturés montre que la valeur ajoutée des services représente près de la moitié de la valeur totale des exportations manufacturières de la France, soit nettement plus que la moyenne de l'OCDE, qui se situe à 36 %.

Graphique 19. Part des services dans les exportations brutes pour les pays de l'OCDE, 2014

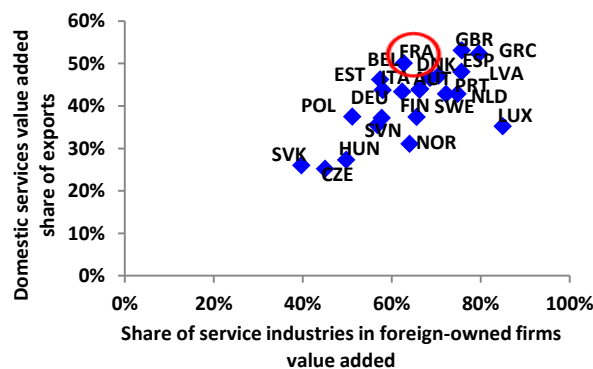


Source : Données OCDE-OMC relatives aux échanges en valeur ajoutée

... de même que l'IDE entrant dans le secteur des services peut être un important vecteur de réussite à l'exportation

Un investissement étranger plus important dans le secteur des services est associé à une teneur en services des exportations plus élevée. La France se situe dans le haut de la fourchette des pays de l'OCDE pour ce qui est de la part de l'investissement dans les services, ce qui pourrait contribuer à expliquer la teneur en services relativement élevée des exportations.

Graphique 20. Part des secteurs des services dans la valeur ajoutée des entreprises étrangères et part de la valeur ajoutée des services nationaux dans les exportations brutes, pays de l'OCDE, 2014



Source : Données OCDE-OMC relatives aux échanges en valeur ajoutée et statistiques AEMN de l'OCDE

Liens et sources de données

Guide sur les Notes statistiques sur les échanges et l'investissement

www.oecd.org/investment/Guide-trade-investment-statistical-country-notes.pdf

Base de données de l'activité des entreprises multinationales - AEMN

www.oecd.org/fr/sti/ind/amne.htm

**Définition de référence de l'OCDE des investissements directs internationaux
2008 – 4^e édition (BMD4)**

(voir le chapitre 8 pour plus d'informations sur le croisement des données AEMN et des données d'IDE)

www.oecd.org/investment/fdibenchmarkdefinition.htm

Statistiques d'IDE

www.oecd.org/fr/investissement/statistics.htm

Statistiques du commerce en fonction des caractéristiques des entreprises - TEC

www.oecd.org/fr/std/stats-echanges/trade-by-enterprise-characteristics.htm

Échanges en valeur ajoutée - TiVA

www.oecd.org/fr/sti/ind/mesurerlecommerceenvaleurajoutee.htm

Tableau des codes des secteurs d'activité

Type de secteur	Code	Description du secteur
Industries primaires	AGR	Agriculture, chasse, sylviculture et pêche
	MIN	Industries extractives
Industries manufacturières	FOD	Produits alimentaires, boissons et tabac
	TEX	Textiles, articles d'habillement, cuir et chaussures
	WOD	Production du bois, d'articles en bois et en liège
	PAP	Industrie du papier et du carton, imprimerie et édition
	PET	Cokéfaction, raffinage et combustibles nucléaires
	CHM	Produits chimiques
	RBP	Articles en caoutchouc et matières plastiques
	NMM	Autres produits minéraux non métalliques
	MET	Métaux de base
	FBM	Fabrication d'ouvrages en métaux hors machines et matériels d'équip.
	MEQ	Machines et matériel d'équipement, nca
	CEQ	Produits informatiques, électroniques et instruments d'optique
	ELQ	Machines et appareils électriques, nca
	MTR	Véhicules automobiles, remorques et semi-remorques
	TRQ	Autres matériels de transport
	OTM	Autres activités de fabrication nca; activités de récupération
	Services	EGW
CON		Constructions
WRT		Commerce de gros et de détail; réparation
HTR		Hôtels et restaurants
TRN		Transport et entreposage
PTL		Postes et télécommunications
FIN		Finance et assurance
REA		Activités immobilières
RMQ		Location de machines et de matériels
ITS		Activités informatiques et activités connexes
BZS		Recherche-développement et Autres activités des entreprises
GOV		Administration publique et défense; sécurité sociale obligatoire
EDU		Enseignement
HTH		Santé et action sociale
OTS		Autres services communautaires, sociaux et personnels
PVH	Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel	